

### Le solde budgétaire et l'endettement par niveau d'administration

Il y a équilibre budgétaire à un niveau d'administration donné (du niveau national au niveau local) quand les dépenses sont égales aux recettes. Des recettes supérieures aux dépenses (solde positif) donnent lieu à un excédent. À l'inverse, il y a déficit lorsque le solde est négatif. Les soldes sont consolidés à l'échelle de l'ensemble des niveaux d'administration, mais les administrations centrales et infranationales ne jouissent pas toutes, dans le cadre de l'organisation politique et administrative du pays, de la même souveraineté dans le domaine budgétaire. Ainsi, dans les pays fédéraux, les États fédérés disposent d'une plus grande autonomie s'agissant de s'endetter et de lever des impôts. Des variations modestes de l'endettement d'un grand nombre d'administrations infranationales peuvent faire augmenter la dette des administrations publiques (tous échelons administratifs confondus). Les passifs des administrations infranationales résultant de la nécessité de financer leurs déficits par l'emprunt sont considérés comme de la dette des administrations infranationales. Toutefois, la capacité des administrations infranationales à s'endetter est souvent limitée, car elles sont généralement soumises à des règles budgétaires strictes.

En 2013, les administrations centrales accusaient un déficit budgétaire moyen représentant 3.5 % du PIB, soit 0.7 p.p. de moins que le déficit moyen des administrations publiques (4.2 %). La Grèce et la Slovaquie étaient les deux pays de l'OCDE présentant les déficits les plus importants au niveau de l'administration centrale (près de 15 % du PIB). À l'inverse, la Norvège, le Chili et la Nouvelle-Zélande affichaient un excédent budgétaire (12 %, 2 % et 0.02 % du PIB, respectivement). En 2014, des pays tels que la Norvège, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie et le Canada ont également enregistré un excédent budgétaire. Dans des pays fédéraux (ou quasi-fédéraux) tels que l'Espagne, les États-Unis, le Canada et l'Australie, plus du quart du solde des administrations publiques de 2013 était déterminé au niveau de l'échelon des États fédérés.

En moyenne, la dette des administrations infranationales représentait 20.7 % du PIB en 2013. Le pourcentage était supérieur à la moyenne OCDE dans six pays de l'OCDE, à savoir le Canada (55.9 %), le Japon (37.3 %), l'Allemagne (29.8 %), l'Espagne (29.3 %), la Suisse (22.3 %) et les États-Unis (22.2 %). De plus, en 2013 et en 2014, les taux d'endettement à l'échelon infranational étaient, en moyenne, supérieurs au sein des pays fédéraux ; la dette des États fédérés dépassaient même parfois celle de l'État fédéral (au Canada, par exemple).

Le poids de la dette des administrations infranationales dans la dette publique totale a diminué de 6.2 p.p. en moyenne entre 2007 et 2013. Ce poids de la dette infranationale a très nettement diminué aux États-Unis (-13.7 p.p.), en Estonie (-11.8 p.p.), en Islande (-10.9 p.p.), au Danemark (-8.9 p.p.), au Royaume-Uni (-8.3 p.p.) et en Irlande (-7.1 p.p.). Toutefois, comme les niveaux d'endettement de ces pays ont progressé sur cette période, cette diminution peut être attribuée à une progression plus lente de la dette aux échelons infranationaux qu'à l'échelon central.

#### Méthodologie et définitions

Les données sont tirées de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux et de la base de données d'Eurostat sur les statistiques relatives aux

finances publiques, qui sont établies conformément au *Système de comptabilité nationale (SCN)*. Ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre du SCN a été révisé, et la majeure partie des pays de l'OCDE ont mis en œuvre en tout ou partie la méthodologie actualisée du SCN 2008 (voir l'annexe A pour un complément d'information). Selon la terminologie du SCN, les administrations publiques se composent de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Les administrations d'États fédérés n'existent que dans les neuf pays membres de l'OCDE dotés d'une structure fédérale : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, l'Espagne (pays considéré comme quasi-fédéral), les États-Unis, le Mexique et la Suisse.

On calcule le solde budgétaire des administrations publiques, également présenté comme leur capacité de financement (+) ou leur besoin de financement (-), en soustrayant les dépenses totales des administrations publiques de leurs recettes totales.

Pour plus de renseignements sur la dette, se reporter à la rubrique « Méthodologie et définitions » de l'indicateur relatif à la dette brute des administrations publiques.

#### Pour en savoir plus

OCDE (2013), *Panorama des régions de l'OCDE 2013*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/reg\\_glance-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2013-fr).

#### Notes relatives aux graphiques

Les administrations locales sont comptabilisées dans la catégorie des « administrations d'États fédérés » pour l'Australie et les États-Unis. En Australie, il n'existe pas de système public d'assurance sociale. Les données concernant les sous-secteurs des administrations publiques au Japon se rapportent aux exercices budgétaires. Aux États-Unis, en Norvège et au Royaume-Uni, les administrations de sécurité sociale sont comptabilisées dans l'administration centrale.

2.15 et 2.16 : On ne dispose pas de données pour le Chili et la Nouvelle-Zélande. Les données relatives à la Corée et à la Suisse portent sur 2012 et non 2013. Les données relatives à la Corée, aux États-Unis, au Japon et à la Suisse sont fournies sur une base non consolidée.

2.14 : On ne dispose pas de données pour la Turquie. Les données relatives au Chili ne sont pas comprises dans la moyenne OCDE. Les données relatives à la Colombie portent sur 2012 et non 2013. Les administrations de sécurité sociale sont comptabilisées dans la catégorie « administration centrale » en Irlande.

2.15 : On ne dispose pas de données pour le Mexique.

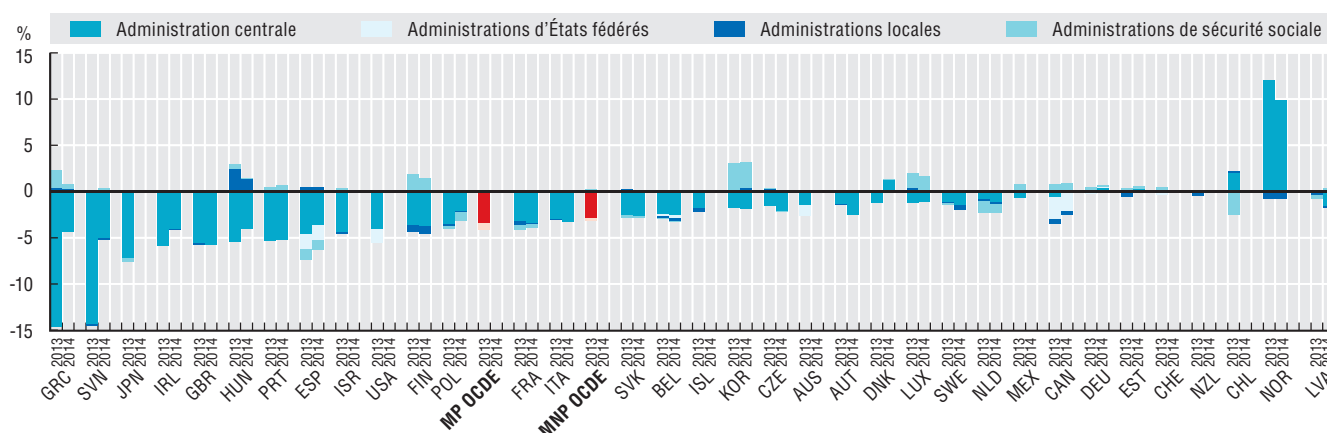
2.16 : Les données sont consolidées au niveau des sous-secteurs du secteur des administrations publiques. Toutefois, au niveau des administrations publiques, il est tenu compte des flux entre les différents niveaux d'administration. Les données relatives au Mexique et à la Turquie ne sont pas prises en compte dans la moyenne OCDE faute de certaines séries temporelles.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/88932315602>.

## 2. LES FINANCES ET L'ÉCONOMIE PUBLIQUES

### Le solde budgétaire et l'endettement par niveau d'administration

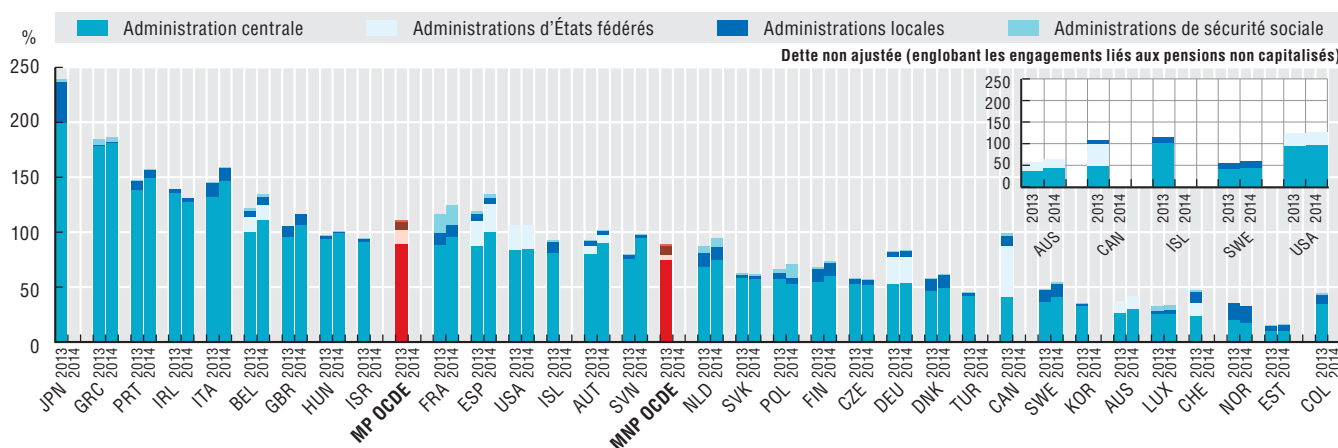
2.14. Solde budgétaire des différents niveaux d'administration, en % du PIB (2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347093>

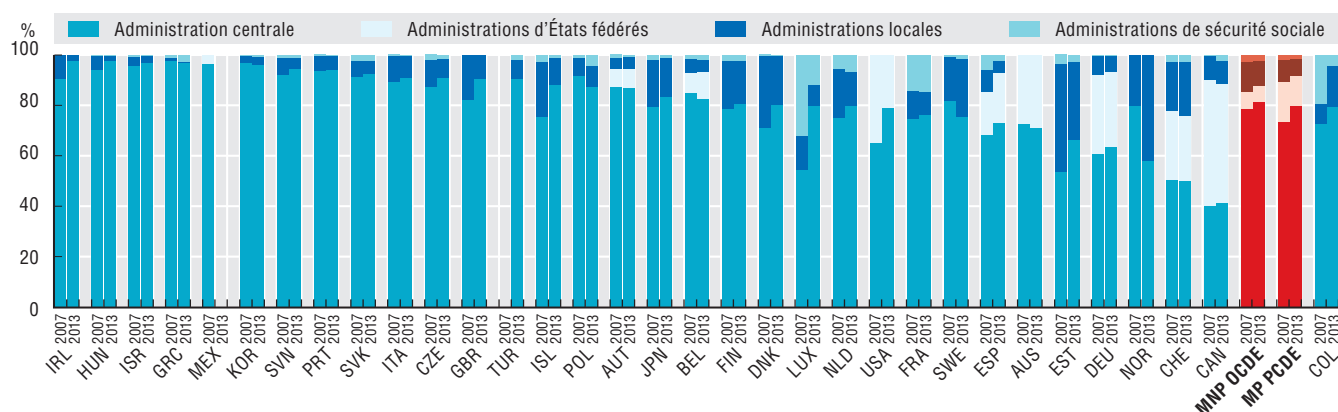
2.15. Dette publique brute des différents niveaux d'administration, en % du PIB (2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347106>

2.16. Répartition de la dette publique brute entre les différents niveaux d'administration (2007 et 2013)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347110>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2015**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2015-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2016), « Le solde budgétaire et l'endettement par niveau d'administration », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2015-12-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-12-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).